

Entreprendre pour apprendre

Les junior-entreprises investissent l'école

L'association Entreprendre pour apprendre permet à des élèves de créer des mini-entreprises dans leur collège ou leur lycée pour mieux se familiariser avec les notions économiques et prendre confiance en eux.

Créer et gérer une mini-entreprise durant une année scolaire pour mieux se familiariser avec les notions économiques et le monde professionnel : cette idée, portée par le mouvement Junior Achievement, est née aux Etats-Unis en 1919. « Mais il a fallu attendre 1990 pour que le projet voie le jour en France », avec la création d'Entreprendre pour apprendre, commente Benoît Bouyx, coprésident de cette association en Ile-de-France. « Notre structure est surtout active depuis 2005 », précise-t-il. Benoît Bouyx, ancien directeur adjoint de l'Onisep, s'est investi dans ce projet car il trouve que notre système scolaire « valorise davantage l'intelligence abstraite et cartésienne, alors qu'il y a d'autres formes d'intelligence et que beaucoup ap- »

prennent en faisant ». L'association promeut cette méthode active auprès des jeunes. Ainsi, les élèves volontaires au sein de leur collège ou de leur lycée créent des entreprises qui n'ont pas d'existence juridique réelle, mais qui sont abritées par Entreprendre pour apprendre

Ile-de-France. Les mini-entreprises ont néanmoins une « véritable activité commerciale », rappelle Clara Martel, coordinatrice départementale du projet en Seine-Saint-Denis. Elle précise par ailleurs que 30 % des projets se trouvent dans un quartier « politique de la ville ».

Le lycée Auguste-Blanqui à Saint-Ouen fait partie de ces établisse-

Valentin, Amine, Jérémy, Amila, Ania et Cléo, du lycée Auguste-Blanqui, à Saint-Ouen (93), ont conçu de A à Z la Beauty box.





ments et la mini-entreprise créée par les lycéens, qui propose une boîte de cosmétiques bio, y porte le nom de Natural Young Beauty. L'initiative a été proposée par deux élèves de première ES : Ania, directrice générale de la mini-entreprise, également chargée de sa communication, et Amine, qui a codirigé le service financier. Après avoir vu une émission télé, ils en ont parlé à Eddie Laval, enseignant de sciences économiques et sociales (SES), qui y a associé sa collègue enseignante d'éco-gestion, Sandra Chinelli. Tous deux ont suivi une journée de formation à la gestion de projet au sein de l'association.

Des recettes de grand-mère

Au cours de l'année, treize élèves du lycée Auguste-Blanqui y ont participé, en donnant de leur temps chaque mardi entre 12 heures et 14 heures. « Nous n'avons que peu travaillé, expliquent les enseignants. *Ce sont les élèves qui ont tout fait !* » « *La Beauty Box, précise Clara Martel, est pourtant un produit complexe* », plus que ceux d'autres établissements. Dans une boîte en paille, on trouve en effet du miel, de l'huile d'argan et de l'argile, qui permettent d'obtenir différentes sortes de masques de beauté quand ils sont mélangés selon les « recettes de grand-mère » fournies dans un petit livret joliment imprimé dans la boîte. Les élèves l'ont fabriquée de A à Z, conçu et imprimé le mode d'emploi, décoré la boîte, etc. « *C'est un produit do it yourself, entièrement biologique !* », explique Ania.

« *C'était aussi très pratique pour nous de ne proposer que des produits naturels à la vente, car il y a beaucoup de normes sanitaires à respecter pour commercialiser des produits de beauté* », ajoute-t-elle.

Le travail en équipe a d'abord démarré par des séances où cha-

“ Des notions comme le coût de revient ou le seuil de rentabilité ne sont plus abstraites, mais désormais bien concrètes pour nous ”

Ania, lycéenne,
directrice générale de Natural Young Beauty

cun des élèves a proposé ses idées, notées sur des *post-it*. C'est ainsi qu'est née la *Beauty Box*. Puis, ils ont été mis en situation, en réalisant une étude de marché « avec un questionnaire auprès d'inconnus dans des centres commerciaux », précise Eddie Laval. Anthony Lopez, dirigeant d'UPS, une société de transport, parrain du projet, a demandé à une partie de son équipe des ressources humaines d'examiner les CV et les lettres de motivation des élèves pour organiser les différents services de la mini-entreprise.

Ange, élève de première ES, et Sofia, de première sciences et technologies du management et de la gestion (STMG), ont ainsi travaillé au service technique, afin de « trouver les recettes ». Elles ont aussi « manipulé les produits au labo ». Cléo, en première ES, s'est occupée du *design* de la boîte et a aussi aidé à trouver de l'huile d'argan. Amila, de son côté, a « galéré » pour faire acheminer un sac d'argile de 13 kilos, livré par erreur à Gennevilliers.

« *J'ai découvert de vrais talents et j'ai pu leur apporter mon expertise* », précise Anthony Lopez, en particulier dans le domaine de la logistique et des transports, où les jeunes ont rencontré des difficultés. « *Nous avons fait l'erreur, explique Ania, de confier à une seule personne la tâche de contacter l'ensemble des fournisseurs, ce qui a causé du retard.* » « *C'est en patinant qu'on apprend* », commente Eddie Laval. « *Les élèves ont bien compris le rôle crucial du service achats dans une entreprise* », ajoute Anthony Lopez.

Ecouter les autres

Valentin, élève de première L, a participé au service ressources humaines de la mini-entreprise. Il a ainsi « appris à travailler en équipe » et à se comporter « avec maturité, car si je ne fais pas ce qu'il faut, c'est les autres qui en pâtissent ». Sofia ajoute : « *On a appris à passer des commandes sur Internet, à se lever à 6 heures du matin pour faire des ventes sur le marché, mais aussi et surtout à s'écouter les uns les autres.* » « *J'ai le projet de devenir comptable, explique Amine, et cette expérience a confirmé mon choix.* » Jérémy, qui a codirigé avec lui le service financier, venait de la filière STMG. Il connaissait donc bien les formules comptables, qui ne sont pas étudiées en ES ; il a pu partager ses connaissances avec Amine. Mais Jérémy, qui souhaiterait devenir illustrateur, a également dessiné le prototype de la *Beauty Box*.

Eddie Laval raconte que des élèves qui n'aimaient pas prendre la parole en public ont appris à le faire. D'autres qui « ne faisaient rien l'année dernière et voyaient le prof »

i INITIATIVES

Entreprendre pour apprendre

► comme un ennemi à abattre » se sont mobilisés.

Et pourtant, cet enseignant de SES est « contre l'ingérence de l'entreprise dans l'école. Il s'agit, ajoute-t-il, d'un système d'exploitation, et je ne vois pas pourquoi j'apprendrais à mes élèves à s'y conformer. Nous ne sommes pas là pour leur apprendre un métier, mais pour leur transmettre des valeurs, leur apprendre à réfléchir, à prendre du recul... » Mais comme la demande émanait des élèves, il y a consacré du temps, bénévolement. Comme Sandra Chinelli. Celle-ci trouve de son côté que c'était une « richesse que les élèves viennent de filières diverses, car chacun a découvert des manières différentes de penser ».

« On a appliqué ce qu'on apprend en cours, ajoute Ania. Des notions comme le coût de revient ou le seuil de rentabilité ne sont plus abstraites, mais désormais bien concrètes pour nous. »

Amine avait prévu un investissement de 500 euros dans le projet. 350 euros ont été récoltés auprès des enseignants et des familles, qui ont suffi à créer

50 boîtes, commercialisées ensuite à 12,90 €. Grâce aux ventes réalisées depuis début mai (46 boîtes), un bénéfice de plus de 100 euros a été dégagé, que les lycéens souhaitent verser à une association caritative comme Action contre la faim.

Entreprendre pour apprendre organise des salons départementaux et régionaux qui ont beaucoup marqué les élèves. Valentin, Ania et



Salon des mini-entreprises à Rouen. Dans les départements et les régions, les initiatives se développent et remportent un franc succès auprès des jeunes.

Cléo se souviennent d'être « montés sur scène pour parler devant tout le monde, d'avoir dû présenter le projet en anglais ». « Les élèves en difficulté se révèlent par cette méthode, qui prend mieux en compte leur capacité d'initiative, témoigne Benoît Bouyx.

C'est pourquoi Entreprendre pour apprendre est très prisée par les établissements des quartiers de la politique de la ville. » Pour autant, on trouve aussi des mini-entreprises dans des établissements parisiens chics, comme l'école privée Jeannine-Manuel, dans le 15^e arrondissement.

Durant l'année scolaire 2014-2015, 1 200 mini-entreprises ont été créées en France, dont 165 en Ile-de-France. Pour se développer, l'association a besoin de créer un climat de confiance avec le monde enseignant, « qui nous voit trop souvent comme des agents du Medef », plaisante Benoît Bouyx, qui copréside l'association francilienne avec un cadre supérieur

d'Oracle, Dominique van Deth. De même, la Fédération nationale a deux coprésidents, Jérôme Gervais, ancien directeur de la Fondation Groupe Adecco, et Jean-Claude Rouanet, inspecteur d'académie.

2 millions d'euros

Le financement d'Entreprendre pour apprendre provient pour moitié des entreprises (par la taxe d'apprentissage, un soutien de la CGPME ou le mécénat

d'entreprises comme Oracle), pour un tiers des pouvoirs publics (majoritairement des collectivités locales et de la politique de la ville) et pour le reste de la contribution des établissements, qui se monte à 300 euros par collège. En 2014, ce budget était de 2 millions d'euros en France et de 450 000 euros en Ile-de-France.

« Les dépenses, précise Benoît Bouyx, sont essentiellement des frais de personnel. » 20 associations en France emploient 60 salariés (dont sept en Ile-de-France), essentiellement des coordinateurs territoriaux, qui font notamment le lien entre les enseignants, les établissements et les entreprises partenaires. Aujourd'hui, Entreprendre pour apprendre compte sur la réforme du collège pour prendre de l'ampleur. « Les enseignements pratiques interdisciplinaires correspondent exactement à ce que l'on fait ! », conclut Benoît Bouyx.

■ Nairi Nahapétian

1 200

C'est le nombre de mini-entreprises créées durant l'année scolaire 2014-2015 en France.

? EN SAVOIR PLUS
www.entreprendre-pour-apprendre.fr